

Département de Vaucluse



Commune de  
Saint-Saturnin-les-Avignon

**AUTORISATION DE STATIONNEMENT SUR  
LE TROTTOIR AU DROIT DU 246 DU  
BOULEVARD DE LA LIBÉRATION  
DU 16 AU 18 DÉCEMBRE 2022 POUR  
LIVRAISON DE GROS MATÉRIEL**

**MONSIEUR SERGE LAMI**

*SAINT-SATURNIN- LES-AVIGNON le 2 décembre 2022*

Serge MALEN, Maire de *SAINT-SATURNIN-LES-AVIGNON*,

VU les articles L 2211-1, L2212-1 et L2212-2, et L2213-1 à L2213-6 du Code Général des Collectivités Territoriales.

VU le Code de la Route et notamment les articles R110-1, R 110-2, R110-3, R411-1 à R411-8, les articles R411-17 et-18, et R411-25 à R411-28, R141-3, R415-6 et R 415-7.

VU l'arrêté interministériel du 6 décembre 2011 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes.

VU l'instruction ministérielle sur la signalisation routière –livre I – 3<sup>ème</sup> partie, relative aux intersections et régime de priorité approuvée par l'arrêté interministériel du 26 juillet 1974 modifiée et complétée.

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière –livre I – 4<sup>ème</sup> partie, relative à la signalisation de prescription absolue approuvée par l'arrêté interministériel du 7 juin 1977 modifié.

VU l'arrêté municipal n° 2021-04-073 en date du 12 avril 2021, portant réglementation de la circulation, du stationnement, et de la vitesse des véhicules dans l'agglomération de Saint-Saturnin-lès-Avignon.

VU la demande en date du 2 décembre 2022 par Monsieur Serge LAMI, domicilié 246 boulevard de la libération 84450 SAINT-SATURNIN-LÈS-AVIGNON

CONSIDÉRANT qu'il appartient à l'autorité municipale d'accorder, à titre exceptionnel, une autorisation du domaine public communal.

**ARRÊTE**

**Article 1 :** Monsieur Serge LAMI est autorisé à occuper le domaine public communal, au droit de son domicile 246 boulevard de la libération du 16 au 18 décembre 2022 de 9 h à 18 h, pour y faire stationner un camion de livraison de matériel de construction.

**Article 2 :** Cette occupation du domaine public communal restera précaire et révocable par principe. Elle est accordée intuitu personae, et sera remise en cause en cas de changement de propriétaire. Si le stationnement n'est pas installé dans les délais prescrits, le bénéficiaire devra déposer une nouvelle demande d'occupation du domaine public communal.

**Article 3 :** La signalisation et la pré signalisation nécessaires seront mises en place au droit et aux abords du chantier par Monsieur LAMI et la société de livraison intervenant pour le compte de Monsieur LAMI afin d'assurer la sécurité des usagers, maintenue en permanence en bon état, adaptées pendant les interruptions et enlevées à la fin des travaux ou de la manifestation, sous le contrôle des services de la commune.

**Article 4 :** La société de livraison intervenant pour le compte de Monsieur LAMI assurera en permanence la propreté de la chaussée dans la zone du chantier et ses abords et effectuera à cet effet et autant que nécessaire les nettoyages de la chaussée. Tout dommage causé au domaine public devra être qualitativement à l'identique par l'entreprise de livraison et Monsieur LAMI.

**Article 5 :** Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés. L'entreprise intervenant pour le compte de Monsieur LAMI veillera à ce que le cheminement des piétons puisse être maintenu dans de bonnes conditions de sécurité et que les accès riverains publics et privés soient maintenus. L'entreprise intervenant pour le compte de Monsieur LAM adaptera sa signalisation en rapport de la zone traitée afin de guider les riverains.

**Article 6 :** Les présentes dispositions ne s'appliquent pas aux véhicules de collecte des ordures ménagères, service de sécurité, police, secours et incendie, les membres du corps médical qui justifieront d'obligations professionnelles impérieuses, les services techniques municipaux, les véhicules EDF et GDF en service.

**Article 7 :** Le présent arrêté sera publié sur le site de la Mairie, et affiché à chaque extrémité des travaux et en tout lieu qui sera jugé utile.

**Article 8 :** Les véhicules en infraction seront verbalisés et mis en fourrière conformément aux articles R325-12 à R325-46 du code de la route.

**Article 9 :** Monsieur le Directeur Général des Services, le responsable du centre technique, le responsable des travaux, Monsieur le Chef de la Police Municipale, Madame la Lieutenante, Commandant de la Brigade de Gendarmerie de SAINT-SATURNIN-LES-AVIGNON, Monsieur Serge LAMI sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée aux intéressés : Monsieur Serge LAMI.

**Le Maire**

**Serge MALEN**



Acte certifié exécutoire compte tenu de la transmission  
aux intéressés le

0 8 DEC. 2022  
Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Nîmes (30941) 16 avenue Feuchères  
-CS 88010- cedex 9, dans un délai de 2 mois à compter de la présente notification

Publié le 0 8 DEC. 2022

Le tribunal administratif peut-être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyens » via le site internet  
www.telerecours.fr.